

<http://divergences.be/spip.php?article1047>



Jean Luc DEBRY

Déposséder les possédants

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°16 Decembre/december/2008 - Revues, livres, etc. -

Date de mise en ligne : vendredi 28 novembre 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca

18 €

264 pages

Sommaire

- [Vaincre l'ignorance !](#)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH283/buch-lesen-t5510-25141.jpg>

Vaincre l'ignorance !

L'histoire du syndicalisme révolutionnaire est, nous avons pu le constater à l'occasion du centenaire de l'anniversaire de la charte d'Amiens, assez mal connu. Dans le meilleur des cas, sa connaissance parcellaire et lacunaire est réduite à quelques clichés, poncifs et autres approximations sans grandes significations. Un slogan tout au plus ! Une incantation sans lien avec la réalité des rapports de force qui animent les mouvements sociaux actuels ! Une façon de se dédouaner des défaites annoncées, sans doute ! L'ignorance du contexte politique de cette époque – et son extrême décalage avec la nôtre – n'est pas seule en cause. Peu nombreux sont ceux qui, en effet, bien que se présentant comme les héritiers de ce mouvement, savent encore se donner la peine de redécouvrir les termes des débats qui agitaient les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière. Qui connaît Édouard Berth, Paul Louis, Fernand Pelloutier, Émile Pouget et Georges Sorel ? Eux dont les écrits semblent avoir été à jamais oubliés dans un coin d'une bibliothèque réservée à quelques thésards perdus dans une recherche savante dont personne ne lira jamais les conclusions et qui, dans le meilleur des cas, feront l'objet d'une publication confidentielle. Lors du colloque organisé par la CNT en 2006 à l'occasion du centenaire de la charte d'Amiens, l'absence quasi totale des militants auxquels on aurait pu croire que ces figures syndicales s'adressaient au-delà des ans était révélatrice d'une réalité bien attristante. Absence qui s'apparentait à un quasi boycott de ces jeunes militants se réclamant pourtant, du moins était-on tenté de le croire, de cette tradition syndicale. Absence qui était significative du désintérêt pour une histoire dont on eut pu croire qu'elle fut la leur. Triste constat en vérité !

Au désintérêt des uns, s'ajoute le fait que les syndicalistes traditionnels se sont depuis longtemps détournés des idéaux de leurs aînés et que le stalinisme a fait son œuvre révisionniste au point de parvenir à en effacer toute trace, jusque et y compris au sein de la partie la plus combative du prolétariat. On ne peut que constater que la défaite est totale. Voilà une victoire que la bourgeoisie n'aurait jamais osé rêver aussi parfaite. Où l'on mesure que l'ignorance crasse est source de bien des trahisons et tue aussi sûrement qu'une batterie de mitrailleuses manœuvrée par des franquistes. Pris en tenaille entre la sanglante défaite de la Commune de Paris et l'incapacité dans laquelle se trouva le mouvement révolutionnaire européen d'empêcher la boucherie de 1914-1918, les tenants de l'action syndicale comme moyen révolutionnaire ont été balayés de la culture commune, comme si un vent mauvais avait chassé jusqu'au souvenir de leur influence au sein du mouvement révolutionnaire de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Les moyens qu'ils envisageaient pour parvenir à leur fin, leurs interrogations, leur colère aussi, sont de ces héritages laissés en déshérence. En ces temps où slogans et postures se sont substitués au sens même du mot engagement, ils eussent pu nous instruire de l'importance des moyens dans l'objectif poursuivi. Vieux débat dont Bakounine en son temps s'empara pour dénoncer les risques encourus par le mouvement révolutionnaire dès qu'ils s'organisaient, au nom de l'efficacité, sur un modèle autoritaire et centralisé ; pratique qui caractérisera le léninisme,

toutes tendances confondues, pour qui la fin justifie les moyens.

Il est donc tout à fait urgent de saluer comme il se doit le travail remarquable de Miguel Chueca dans la collection Mémoires sociales des éditions Agone dirigée par Charles Jacquier. Qu'ils en soient remerciés. Miguel Chueca a en effet rassemblé un corpus de textes dans un souci de réhabilitation tout à son honneur. Chaque texte est précédé d'une courte présentation, souvent bienvenue, qui contextualise les propos qui suivent. L'ouvrage est divisé en trois parties. La première met en avant les partisans de la grève générale. La deuxième, essentiellement articulée autour d'un texte de Jean Jaurès, insiste sur le débat entre les syndicalistes et les partis socialistes. La troisième revient sur la forme que prit ce débat au sein même du mouvement socialiste. La quatrième partie donne la parole à Hubert Lagardelle et Georges Sorel, théoriciens du syndicalisme révolutionnaire. Ils défendent « l'autonomie des révoltes ouvrières » comme levier révolutionnaire. La guerre, puis malgré quelques parenthèses vite refermées – 1936, 1947, 1953 et 1968 –, la toute puissance des organisations léninistes renverra ces débats loin de la curiosité des militants. L'oubli et l'absence de volonté de savoir feront le reste.

L'appel à la grève générale naît dans un climat social où les grèves se multiplient et sont devenues l'arme à laquelle ont recours les ouvriers pour imposer leurs revendications. Cette multiplication des conflits sociaux crée un rapport de force tout à fait nouveau et permet d'obtenir de belles victoires. Elles sont certes coûteuses, mais elles donnent naissance à des pratiques et des habitudes de lutte qui structurent une conscience politique combative. Elles favorisent des débats qui vont bien au-delà de la simple amélioration partielle des conditions de vie. On y apprend la solidarité, et « la lutte de classes » revêt une forme concrète qui structure toute une génération de militants. Elles sont si nombreuses, ces grèves, qu'Henri Girard et Fernand Pelloutier, dans un dialogue plaisant intitulé « Qu'est-ce que la grève générale ? Leçon faite par un ouvrier aux docteurs en socialisme » (1892) parle avec ironie du risque que représente la création d'un Ministère de la grève – vision prémonitoire d'un syndicalisme institutionnalisé – qui « gèrerait », avec toutes les ambiguïtés que cela suppose, les grèves à travers ses caisses de solidarité. En devenant relativement courantes dans les usines, et dès lors que l'immense majorité du prolétariat semble s'être rallié à cette pratique, la grève apparaît comme un moyen d'action qui peut prendre deux chemins bien différents. Il peut en effet, comme nous pouvons le constater avec le recul, prendre celui du chartisme anglais, versus social-démocratie. À ce propos, il faut souligner que les textes de Jean Jaurès et du socialiste néerlandais Henri Van Kol que Miguel Chueca a eu l'intelligence d'insérer dans son corpus nous éclaire sur cet aspect. Par ailleurs, le développement d'un patronat « pragmatique » de plus en plus conquis par les thèses issues du christianisme social, d'un patronat convaincu de l'impérieuse nécessité d'instaurer les conditions d'une « paix sociale » favorable à l'accroissement de ses profits, fut-ce au prix de quelques sacrifices, va renforcer ce courant en concédant, toutes choses égales par ailleurs, de meilleures conditions de vie aux ouvriers.

Il acceptera de négocier, allant même parfois au-devant de certaines revendications et coupant, pour ainsi dire, l'herbe sous le pied aux militants syndicaux les plus engagés dans un combat mobilisateur. Il s'agit bien sûr de les isoler. Comment ne pas penser à la fameuse encyclique *Rerum Novarum* (1891) du Pape Léon XIII qui marque l'entrée officielle dans le discours de l'Église catholique de la question sociale, et surtout marque un tournant important dans la gestion des conflits qui opposent le Capital au Travail. Le goupillon préconise dès lors de remplacer le sabre par la plume avec laquelle on signe des accords « en bonne justice ». L'encyclique insiste sur la notion de salaire « juste » et de « logement décent ». Ce n'est pas encore le fordisme, mais les bases en sont jetées avec la bénédiction de Rome. Mais dans une optique diamétralement opposée, Fernand Pelloutier, Émile Pouget et Georges Sorel pensent que la pratique de la grève peut offrir des perspectives révolutionnaires entièrement nouvelles. D'une part, parce qu'au cours d'une grève, quelque soit son contexte politique et son issue, on apprend à s'organiser, à débattre ; d'autre part parce qu'en paralysant, puis en s'appropriant les moyens de production on assisterait, pensaient ses partisans, à la création d'un rapport de force dont le but ne serait plus d'obtenir gain de cause sur telle ou telle revendication, mais de renverser l'ordre social qui créa cette situation d'injustice dont ils pensaient qu'elle était structurelle et non conjoncturelle, comme leurs adversaires.

Par ailleurs, pour les syndicalistes de la fin du XIXe siècle, nous rappelle Miguel Chueca dans son introduction, la

grève générale incarne une alternative à la stratégie barricadière et purement militaire qui était entrée dans le domaine du mythe et de la nostalgie sans aucun rapport avec le renforcement des moyens répressifs de l'État moderne bien mieux préparé à affronter ces situations insurrectionnelles qu'au cours des décennies précédentes. C'est aussi, sur le plan politique une réponse à la conquête du pouvoir prônée par les partis socialistes, et à ce titre la réponse de Jaurès - publiée en page 111 - est significative. À le lire on comprend à quel point dans toute action la question des moyens est inséparable de celle de la fin. Jaurès, en 1901, s'y montre cohérent avec son projet, enfermé dans une logique politicienne obsédée par le pouvoir. Où il devient évident, à sa lecture que la social-démocratie, puis les partis staliniens, et néostaliniens comme le seront les officines trotskistes, sont littéralement obnubilées par la question du pouvoir, et visent à déposséder le prolétariat des fruits de son action en instituant des partis chargés de contrôler un État qui sera aux services de leurs ambitions, au nom de la classe ouvrière.

Rhétorique dont on sera gavé jusqu'à nos jours. Il est donc tout à fait remarquable que les militants révolutionnaires de la Belle époque aient eu à ce point l'esprit critique affuté et la prescience des menaces qui pesaient sur l'autonomie des organisations ouvrières naissantes. Il n'était pas encore question d'un syndicat « courroie de transmission du Parti », mais les termes du débat montraient bien à quel point le pas fut facile à franchir dès lors qu'on laissait « aux partis » le soin de diriger la classe ouvrière - l'apparition du singulier traduira une évolution dogmatique qui placera le Parti dans une situation de transcendance avec toutes les conséquences que l'on sait. Considérant les choses d'un tout autre point de vue, les syndicalistes révolutionnaires de l'époque défendent l'idée que la simultanéité des grèves sur l'ensemble du territoire et son corollaire, l'absence de centre décisionnel, permettront de résister plus efficacement à la répression de l'État. Ce faisant, ils insistent sur l'apprentissage de l'autonomie ouvrière telle qu'elle préfigure la destruction de l'Etat au profit de la création d'une société socialiste. Ce sera une semblable conception qui, plus tard, sera défendue par certains communistes de gauche hollandais et allemands lorsqu'ils prôneront « la République des conseils ouvriers ». La question de la grève générale oppose donc ceux qui n'y voient qu'une « utopie anarchiste » inconséquente et suicidaire, et ceux qui, comme Paul Louis, s'efforcent de développer des positions plus conciliantes, désireux avant tout d'éviter l'éclatement du mouvement, sentant bien qu'il pouvait dégénérer en lutte de chapelles. Cette division a pourtant quelque chose d'inéluctable. En s'y enfermant, faute de pouvoir traduire dans la réalité un rêve qu'ils ne furent pas si loin de réaliser, toutes les composantes du mouvement ouvrier, donnaient à son repli sur soi une dimension tragique.

Pour parfaire notre connaissance, Miguel Chueca, nous propose à la fin de l'ouvrage un glossaire où figurent les noms de ces inconnus qui, de Jean Allemane le communard à Pierre Monatte le fondateur de La Vie ouvrière, donnèrent naissance et firent vivre ce débat qui était, faut-il le rappeler, le fruit de militants ouvriers engagés. On y trouve aussi une fort utile chronologie qui court de 1879 à 1909.

Jean Luc DEBRY